

RÉFLEXIONS SUR UNE GRÈVE CENTRALE...

De cette grève générale du 11 décembre, qui fut incontestablement une réussite, un esprit chagrin pourrait prétendre que sa singularité réside dans le fait que malgré la conjoncture, ce ne fut pas une grève générale.

Rappelons qu'elle fut décidée par le *Comité National* de Force Ouvrière, sur proposition du secrétariat général, qu'elle s'inscrivait dans le cadre de mouvements prévus par la C.G.T. et la C.F.D.T. sans que F.O. n'y eut part, et que par conséquent et bien qu'elle eût reçu l'appui de la *Fédération de l'Éducation nationale*, elle se déroulerait, je ne dirais pas en marge, mais en sus d'un programme prévu par une réunion des *Fédérations des Services publics*, convoquée par toutes les organisations syndicales et auxquelles F.O. avait refusé de se joindre.

Les subtilités de la politique de prestige, qui orientent les organisations syndicales rivales, pourtant enchaînées telles des galériens sur le même rafiote syndicaliste jouèrent alors en plein. *Force Ouvrière* ne voulait pas, même pour la réussite d'une grève qui était la sienne, prendre contact avec la C.G.T. La C.F.D.T. refusait d'exposer sa virginité toute neuve, aux attouchements équivoques des révérends de la C.F.T.C. La C.G.T. était prise entre la crainte d'être tournée sur sa gauche et son désir de faire au gouvernement, dont la politique étrangère est pro-soviétique, le moins de peine possible. Tel un skieur sur le parcours d'un tracé de slalom, la *Fédération de l'Éducation nationale* naviguait entre les initiales qui servent de sigle aux confédérations sans pouvoir entamer «*les grands principes*» derrière lesquels celles-ci s'étaient retranchées. Seules, F.O. et F.E.N. donnèrent l'ordre général de grève. Les révérends firent appel aux subtilités casuistiques et les cocos à celles de la dialectique pour se laver les mains, laissant à leurs syndicats de base le soin de régler les cas de conscience.

Mais voilà, la base avait senti la nécessité d'un mouvement commun coordonné, et sa pression fut suffisante; pour que cette grève débordât le cadre de la Fonction publique et revêtisse un caractère généralisé. Certes, il y eut des bavures et, en particulier, dans les grandes usines métallurgiques de Paris. L'état d'esprit de l'ouvrier métallurgiste parisien et le salaire qu'il touche, explique son évolution et il y a là un problème qu'il nous faudra bien examiner un jour. Le Livre aussi, où la direction syndicale dressa un véritable barrage contre la grève. Mais dans le bâtiment, chez les employés, les défections furent suffisamment nombreuses pour prouver, au gouvernement que le jour où les centrales, syndicales auront surmonté leur querelle de prestige et mis du pas les politiciens qui les désagrègent de l'intérieur, la grève générale, sans limitation, s'inscrira dans les objectifs possibles pour le monde ouvrier.

Et cela est confirmé par la réussite de la manifestation de la Fonction publique le 2 décembre, à laquelle de nombreux syndicats parisiens *Force Ouvrière* s'étaient associés malgré la réserve de leurs dirigeants confédéraux. Et cela est confirmé également par la grève des cheminots des 17 et 18 décembre, lancée par les autonomes et par la C.G.T. avec une certaine mollesse, d'ailleurs, et qui fut un succès étonnant, la base débordant ses organisations et réalisant dans l'unité un mouvement généralisé qui en dit long sur l'irritation de la classe ouvrière. On peut donc s'attendre, dans les mois à venir, à voir se multiplier ces mouvements qui devraient logiquement aboutir à une épreuve de force entre les syndicats et le gouvernement à une époque où, précisément, la campagne électorale battra son plein.

Le pouvoir l'a bien senti et il a fait donner la presse aux ordres, la radio, la télévision. On a d'abord essayé de monter en épingle deux ou trois accidents d'automobiles qui eurent lieu le soir de la coupure de courant. Tout le monde sait bien, que lorsque les feux fonctionnent «*il n'y a pas d'accident*» (sic)? La ficelle était un peu grosse et la presse écrite et parlée l'a rapidement abandonnée pour sur un air d'objectivité qui n'a surpris personne, poser la question en se tapotant le menton: «*Voyons, quelles que soient leurs raisons, trois ou quatre millions de chômeurs ont-ils le droit d'embêter quarante millions de citoyens*».

On pourrait faire gentiment remarquer que trois millions de chômeurs ça fait, pour une famille moyenne de quatre personnes, douze millions de personnes approuvant la grève qui a pour but l'amélioration de l'existence de famille. Que des millions d'agriculteurs, qui ne sont pas concernés directement par cette grève, approuvent finalement une forme de lutte qu'ils emploient eux-mêmes fréquemment et que, somme toute, en dehors de la classe possédante et de ses laquais, la grève fut comprise par le plus grand nombre de citoyens touchés d'une façon ou d'une autre par la politique financière du gouvernement.

Mais cette politique suivie par la presse parlée et écrite, le silence du gouvernement après la réussite des divers mouvements du mois dernier, nous fait voir la tactique qu'il entend suivre. Il veut déconsidérer la grève, la rendre impopulaire afin de s'assurer l'appui de l'opinion publique pour une limitation, voire la suppression du droit de grève.

La réponse du mouvement ouvrier à ces manœuvres, c'est l'organisation d'un mouvement généralisé sans limitation de temps. Ce mouvement, il vous faut le populariser, c'est certain. Dans les usines, sur les chantiers, dans les bureaux, mais aussi dans les préaux d'écoles où la grande foire électorale ne va pas tarder à battre son plein. C'est dans ces préaux qu'il faut, à la fois, arracher le masque aux politiciens et proclamer avec l'autonomie du mouvement ouvrier sa volonté de dépasser le stade de la revendication pour se diriger vers la gestion ouvrière.

Maurice JOYEUX,
Montluc.
